

Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA en visite de travail au Burundi

PANA, 19 janvier 2017 Bujumbura, Burundi - Le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Sm Chergui, est arrivé mercredi après-midi à Bujumbura, pour une visite de travail de deux jours centrée sur le sort des soldats burundais évoluant au sein de la Mission africaine de maintien de la paix en Somalie (AMISOM) "sans être payés depuis bientôt un an", apprend-on de source diplomatique dans la capitale burundaise. Aussitôt arrivé, le premier geste du diplomate algérien a toutefois été d'honorer la mémoire des militaires burundais tombés en Somalie, en déposant symboliquement une gerbe de fleurs à la périphérie nord-ouest de Bujumbura où ils reposent pour l'éternité (photo).

Parmi eux figure un ancien commandant en chef de l'AMISOM, le général Juvénal Niyoyunguruza, mort en 2011, dans un attentat à la voiture piégée attribué aux "El Shebaab", de jeunes insurgés islamistes contre le pouvoir central à Mogadiscio. Dans la soirée de mercredi, le commissaire devait rencontrer l'équipe d'observateurs des droits de l'homme et d'experts militaires de l'UA basés au Burundi, selon le programme officiel de la visite. Au second et dernier jour de la visite, il est prévu que M. Chergui rencontre le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, après une entrevue avec le ministre burundais des Relations extérieures et de la Coopération internationale, Alain Aimé Nyamitwe. Le chef de la diplomatie burundaise a donné le ton en indiquant que le sort des 5.400 militaires burundais de l'AMISOM sera au centre des différents entretiens avec le commissaire de l'UA. La visite du commissaire intervient en effet au moment où le gouvernement burundais menace sérieusement de retirer ses troupes de l'AMISOM à cause des salaires impayés et de porter plainte contre l'UA. Les salaires n'arrivent plus régulièrement, surtout à cause de l'Union européenne, principal bailleur de fonds de l'AMISOM, qui a décidé de les verser directement sur les comptes bancaires des militaires burundais en mission, contre l'avis du gouvernement burundais qui y voit des "considérations politiques". L'UE, principal bailleur de fonds du Burundi, s'est engagée de pratiquement tous les secteurs d'activité qu'elle finance à cause de la crise politique et des droits humains qui secoue le pays depuis bientôt deux ans. De hauts responsables de l'appareil sécuritaire de l'Etat burundais sont également sur la liste noire de l'UE pour leur rôle présumé au cours des manifestations de rue contre le troisième mandat présidentiel, en 2015. Les responsables militaires et policiers burundais concernés n'ont plus le droit de disposer de visas et d'avoirs bancaires à l'échelle de toute

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});